

## DANEMARK

La croissance économique reste morose. Toutefois, elle devrait être soutenue par le redressement attendu de la demande intérieure en 2015, couplé à une politique monétaire accommodante et une amélioration plus globale des conditions financières. La progression de la demande extérieure devrait être modeste, pour s'accélérer ensuite au cours de l'année 2016.

L'orientation sous-jacente de la politique budgétaire est expansionniste en 2014 et elle devrait le rester tout au long de la période considérée. Des réformes structurelles supplémentaires s'imposent pour stimuler la concurrence dans les secteurs de services destinés au marché intérieur. Compte tenu de l'endettement élevé des ménages et du niveau très bas des taux d'intérêt, il convient de poursuivre les efforts engagés pour renforcer la stabilité financière et éliminer les distorsions liées à l'action publique sur le marché immobilier.

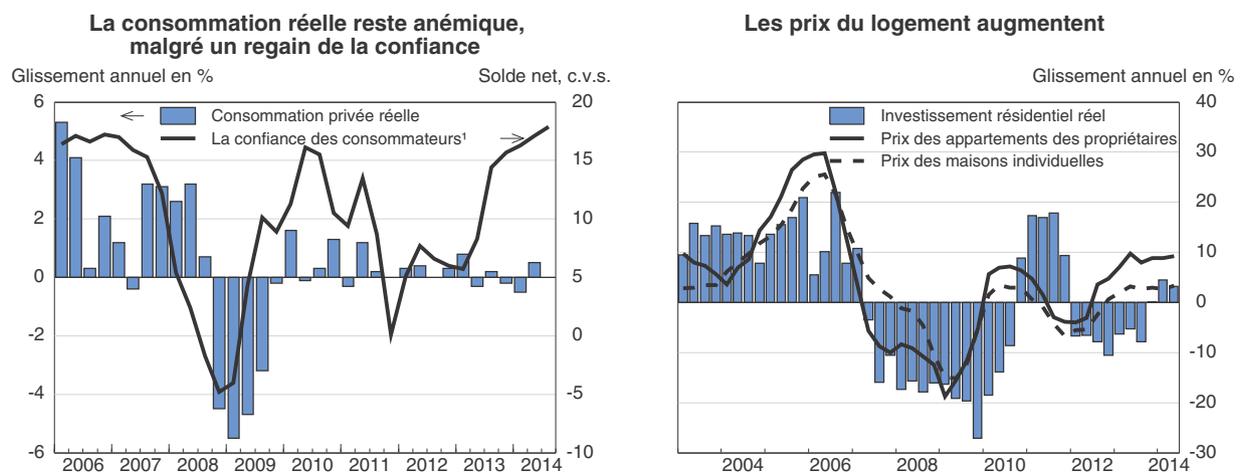
### Le rythme sous-jacent de l'activité reste lent

Depuis le début de l'année, le rythme sous-jacent de l'activité économique est morose, sous l'effet du manque de dynamisme de la demande intérieure comme de la demande extérieure. L'épargne des entreprises a atteint son plus haut niveau historique et l'excédent de capacités important pèse encore sur la croissance de l'investissement. La consommation privée a peu augmenté au cours de l'année écoulée, en dépit de l'amélioration de la situation du marché du travail et de la confiance des consommateurs. Conformément à l'atonie de la demande, l'inflation sous-jacente est très faible.

### Les conditions financières soutiennent la croissance

Les conditions financières soutiennent la croissance. Les prix des logements augmentent régulièrement, mais cela ne s'est traduit jusqu'à présent que par une progression modeste de l'investissement résidentiel. Les cours des actions s'inscrivent en forte hausse depuis la fin de

## Danemark



1. Moyenne mobile sur trois mois.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96 ; Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; et Office statistique du Danemark.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933172389>

Danemark : **Demande, production et prix**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Prix courants milliards de DKK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2010)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 832.8	-0.8	-0.1	0.8	1.4	1.8
Consommation privée	887.6	0.2	0.1	0.6	2.0	2.5
Consommation publique	490.6	0.0	0.1	0.9	0.8	0.7
Formation brute de capital fixe	337.3	0.5	0.6	1.8	1.6	2.7
Demande intérieure finale	1 715.4	0.2	0.2	0.9	1.6	2.0
Variation des stocks <sup>1</sup>	15.6	-0.6	0.1	0.3	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	1 731.0	-0.4	0.3	1.2	1.3	2.0
Exportations de biens et services	970.7	-0.1	1.2	1.2	2.6	3.0
Importations de biens et services	868.9	0.7	2.2	2.2	2.7	3.6
Exportations nettes <sup>1</sup>	101.7	-0.4	-0.4	-0.4	0.1	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.5	1.6	0.8	1.6	1.7
Indice des prix à la consommation	—	2.4	0.8	0.5	0.7	1.2
Déflateur de la consommation privée	—	2.5	1.1	0.5	1.1	1.3
Taux de chômage <sup>2</sup>	—	7.5	7.0	6.6	6.3	6.1
Taux d'épargne nette des ménages <sup>3</sup>	—	-1.2	-1.5	2.3	1.3	2.0
Solde des administrations publiques <sup>4</sup>	—	-3.9	-0.7	-1.7	-2.2	-2.3
Dette brute des administrations publiques <sup>5</sup>	—	60.3	57.3	58.9	60.9	63.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>4</sup>	—	45.6	45.0	46.6	48.7	50.7
Balance des opérations courantes <sup>4</sup>	—	5.5	7.1	6.2	6.9	7.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Sur la base de l'enquête de la population active, diffère du taux de chômage déclaré.

3. En pourcentage du revenu disponible, consommation de capital fixe des ménages exclue.

4. En pourcentage du PIB.

5. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933173170>

l'année 2013 et les taux d'intérêt sur l'encours des prêts aux ménages et aux entreprises devraient rester très bas tout au long de la période considérée.

**La politique budgétaire  
devrait prendre une  
orientation neutre**

L'orientation sous-jacente expansionniste de la politique budgétaire en 2014 devrait devenir globalement neutre en 2015 et en 2016. Le déficit global des administrations publiques devrait se creuser en 2016 en raison de la fin des recettes publiques exceptionnelles liées au traitement fiscal des pensions de retraite.

**La reprise économique sera  
tirée par l'accroissement de  
la demande intérieure**

La consommation privée et la croissance de l'investissement devraient se redresser progressivement au cours de la période considérée, à la faveur de conditions financières intérieures favorables. L'embellie enregistrée sur les marchés des exportations et la hausse des revenus des ménages induite par les réformes engagées récemment pour soutenir la productivité pourraient donner un coup de pouce supplémentaire à l'activité. Ces réformes visaient notamment à renforcer la concurrence dans la vente de détail et le secteur public et à repenser les systèmes de

prestations de manière à promouvoir la formation. Par comparaison avec les dernières années, l'effet de freinage exercé par la baisse des réserves pétrolières et gazières en mer du Nord sur la croissance devrait être minime. Le taux de chômage restera orienté à la baisse à mesure que la reprise économique s'affermira. Néanmoins, les tensions inflationnistes devraient rester limitées par la sous-utilisation continue des ressources économiques.

**Les risques sont d'origine  
intérieure et extérieure**

L'atonie persistante des grands marchés d'exportation représente un risque de divergence à la baisse par rapport aux prévisions de croissance. À l'inverse, le niveau élevé de la confiance des consommateurs et les conditions financières favorables pourraient avoir un effet dopant plus important que prévu sur la croissance de la demande intérieure.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2014), « Danemark », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-2-12-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-12-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).